



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Maintenance et évolutions applicatives de la
plateforme nationale de l'information nautique
(PING)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

ACCORD-CADRE N° 25AC07

Numéro de la consultation : Shom_25AC07

Objet de la consultation : Maintenance et évolutions applicatives de la plateforme nationale de l'information nautique (PING).

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION	4
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 3 - ALLOTISSEMENT	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
5.1 Cadre général.....	4
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	4
Article 6 - LIEU D'EXECUTION.....	5
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
9.1 Représentation des parties.....	5
9.2 Condition d'exécution	6
9.3 Obligations du titulaire	7
9.4 Responsabilité du titulaire.....	8
9.5 Considérations sociales	9
9.6 Considérations environnementales	11
9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	11
9.8 Traitement de données à caractère personnel	12
9.9 Constatation de l'exécution des prestations.....	12
9.10 Garantie.....	15
9.11 Pénalités.....	15
Article 10 - REGIME FINANCIER.....	17
10.1 Forme et contenu des prix.....	17
10.2 Variation des prix.....	17
10.3 Avances	18
10.4 Répartition des paiements.....	18
Article 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	24
12.1 Echanges dématérialisés.....	24

12.2 Langue	24
12.3 Sous-traitance	24
12.4 Assurances.....	25
12.5 Autres obligations administratives.....	26
12.6 Résiliation.....	27
12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	27
12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	27
12.9 Litiges et contentieux	30
<i>Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....</i>	<i>31</i>

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par :

Le Shom

Etablissement public et administratif

Sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest Cedex 2

SIRET : 130 003 981 000 11

Il est représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé « acheteur ».

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la maintenance et les évolutions applicatives de la plateforme nationale de l'information nautique (PING).

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 72267100 - Maintenance de logiciels de technologies de l'information.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires (poste 1 et poste 2 pour la partie MCO annuelle de base) et en prestations à bons de commande (poste 2 pour la partie MCO mensuelle supplémentaire et postes 3, 4, 5, 6, 7 et 8).

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 1 500 000 € HT, reconduction incluse.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconduit une fois pour une durée de 24 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION

L'exécution des prestations a lieu dans les locaux du titulaire.

Les livraisons se font via l'environnement de qualification ou l'espace documentaire mis en place par le Titulaire ou via la forge logicielle de l'Hébergeur.

Les différentes réunions se font soit sur le site du Shom à Brest, soit en visioconférence.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes dont, le plan d'assurance sécurité (PAS) et le plan d'assurance qualité ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

1. Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Condition d'exécution

9.2.1. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 3 semaines à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2. Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Le point de départ du délai d'exécution du poste 1 est à la notification de l'accord-cadre. Le poste 2 (MCO annuelle) démarrera après la prise en charge de l'existant.

9.2.3. Emission et exécution des bons de commande

L'acheteur adresse les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Ils sont passés sur la base du bordereau de prix unitaires.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande,
- la date d'émission du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture),
- le code du service en charge du paiement,
- la désignation et la quantité des prestations commandées,
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande,

- le numéro d'engagement juridique,
- la date de livraison prévisionnelle,
- le délai d'exécution de la prestation.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.4. Pilotage

Les modalités de pilotage sont indiquées à l'article 7.9 du CCTP.

Les réunions se tiendront dans les locaux du Shom à Brest ou en visioconférence. Les comptes-rendus sont rédigés par le titulaire.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans les prix de l'accord-cadre.

9.2.5. Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1. Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

9.3.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

9.3.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à la demande de l'acheteur.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.5 Considérations sociales

9.5.1. Volume d'heures et personnes concernées

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à favoriser l'insertion sociale en réservant le volume d'heure suivant à des personnes éloignées de l'emploi :

- 35 heures (à minima) par année d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est libre d'augmenter ce volume horaire. Cette démarche d'insertion est une condition d'exécution de l'accord-cadre, sa réalisation sera contrôlée tout au long de l'accord-cadre.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (selon les critères définis par France Travail) ;
- les allocataires de minima sociaux ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires d'allocations : allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV), allocation transitoire de solidarité (ATS) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail : entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans)
- personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des Services de l'emploi pénitentiaire et des Régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ;
- d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi. Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande de l'acheteur.

9.5.2. Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personnes recruté(es) dans le cadre de l'exécution des clauses d'insertion par l'activité économique à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés et à due proportion.

9.5.3. Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, ou en contrats en alternance ;
- Par le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ou par le recours à des établissements et services d'aides par le travail (ESAT).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

9.5.4. Suivi du dispositif

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'organisme à contacter est le suivant :

DEFIS Emploi Pays de Brest – 1 rue Louis Pidoux – 29200 Brest – Tél. 02 98 42 08 24 - Shom-25AC07

www.DEFISEMPOI.BZH

c.amberlin@defisemploi.bzh / m.lecorre@defisemploi.bzh / t.chauviere@defisemploi.bzh

A titre informatif, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'informer le titulaire sur les différentes modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- d'informer le titulaire sur les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) qui opèrent dans le secteur d'activité du marché ;
- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;

- de mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- d'accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et le facilitateur) ;
- d'accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation - notamment en alternance ;
- de sensibiliser l'entreprise à la mise en place de parcours d'intégration individualisés pour des publics éloignés de l'emploi ou en découverte d'un nouveau métier ;

Au moment de l'attribution, l'acheteur, le titulaire et le facilitateur peuvent se rencontrer.

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, l'acheteur s'appuie sur le facilitateur. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :

- À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités.

- En tout état de cause, le prestataire notifie à l'acheteur, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.
- À l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le projet.
- À l'achèvement de l'accord-cadre, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

9.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des exigences environnementales (article 9 du CCTP) comme critère d'attribution.

9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière

peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

9.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

9.9 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation aux articles 29 à 34 du CCAG/TIC, les opérations de vérification et les décisions se déroulent de la façon suivante, selon le poste concerné.

A. Opérations de vérification du poste 1 - Prise en charge de l'existant

Après livraison de l'applicatif compilé par le titulaire, le titulaire procède à l'installation et aux tests de l'applicatif dans l'environnement de préproduction dans un délai d'un mois.

A l'issue de l'installation, le Shom procède aux vérifications de bon fonctionnement dans un délai d'1 mois. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour procéder aux corrections nécessaires.

B. Opérations de vérification du poste 2 - Maintenance en condition opérationnelle

- L'applicatif corrigé

Le Shom procède aux vérifications de bon fonctionnement de l'applicatif corrigé dans un délai d'1 mois. Le délai de reprise éventuelle par le titulaire, compté à partir de la réception des observations du Shom jusqu'à la nouvelle livraison, est ajouté au délai de réparation de l'anomalie. Une non-conformité correspond au non-respect du délai maximal de réparation indiqué au CCTP.

- La synthèse globale pour le traitement des anomalies

Le Shom dispose de 1 mois à compter de la réception de la synthèse pour procéder à sa vérification.

Pour une vérification positive de la période contrôlée, le volume maximum de non-conformités pour les anomalies de niveaux mineur et majeur confondus, doit être inférieur à 10 % des anomalies de niveaux mineur et majeur confondus et aucune non-conformité n'est admise pour les anomalies de niveau bloquant.

C. Opérations de vérification du poste 3 - Maintenance préventive, adaptative et évolutive et du poste 4 - Evolution

- Installation de qualification

Les versions applicatives successives feront l'objet d'une installation pour qualification suivant les modalités décrites ci-dessous :

Après l'installation par le Titulaire de l'applicatif dans l'environnement de qualification, le Titulaire notifiera par écrit au Shom que les prestations sont prêtes à être vérifiées. A cet effet, il dispose d'un délai maximum de 10 jours à compter de la date contractuelle de livraison.

- Opérations de vérification

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date à laquelle le Titulaire notifie au Shom que l'ensemble des prestations commandées sont prêtes à être vérifiées. Le Titulaire présente au Shom les prestations réalisées.

- Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

- Vérification d'aptitude (VA)

Le délai imparti au Shom pour procéder à la VA est de 30 jours.

Les opérations de VA s'appuieront sur le dossier de recette (DR) fourni par le Titulaire lors de chaque prestation aboutissant à une nouvelle version de la plateforme. Ce DR permet de vérifier le bon fonctionnement du produit développé conformément aux spécifications. La recette usine menée en préalable par le titulaire se fera sur la base de ce dossier de recette. Les résultats de cette recette usine seront livrés avec le DR.

Le DR servira de guide lors des vérifications menées par le Shom qui se réserve la possibilité de procéder à tous les essais complémentaires qu'il jugera nécessaires.

Si lors des tests, des anomalies sont constatées, elles sont immédiatement prises en compte par le titulaire à ses frais. Durant la phase de vérification d'aptitude, le délai de correction éventuelle par le titulaire est de 15 jours ouvrés.

A l'issue des opérations de VA, le Shom notifie par écrit sa décision au titulaire :

- Positive, l'étape de Vérification de service régulier (VSR) pourra débiter ;
 - Ajournement : le titulaire aura 15 jours ouvrés pour régler le problème et livrer une nouvelle version ; les nouvelles fournitures font l'objet de la même procédure de vérification, le Shom dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations. Un troisième ajournement conduit à la convocation par le Shom d'un comité de suivi qui ouvre une nouvelle période de développement pour le titulaire qui en sera pénalisé (paiement au prorata des prestations reconnues conformes et au nombre de jours de retard pris sur la date prévue de fin de VA).
 - Rejet de la fourniture.
- Vérification de service régulier

Les opérations de vérification de service régulier sont menées sur l'appliquet installé sur l'instance de préproduction puis sur l'instance de production ou de démonstration. Ces opérations sont menées dans un délai de 3 mois à compter de la date de la décision positive de vérification d'aptitude.

Durant la phase de VSR, si des anomalies sont détectées, elles sont immédiatement prises en compte par le titulaire à ses frais et dans le délai de correction, en fonction de la gravité de l'anomalie, indiqué au CCTP pour la maintenance en condition opérationnelle. Un retour à la version précédente peut être demandé par le Shom.

A la fin de la phase de VSR, le Shom notifie par écrit sa décision au titulaire :

- la Vérification de Service Régulier est admise. Le Shom prononce la réception des prestations si elles répondent aux spécifications.
- la Vérification de Service Régulier est ajournée. Le Shom peut décider d'ajourner la réception des prestations s'il estime que ces dernières ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision est motivée. Le Titulaire corrige les anomalies constatées selon les délais précités et le processus de vérification de la nouvelle version est repris, au maximum 2 fois.
- le Shom prononce la réfaction des prestations, s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux spécifications mais qu'elles peuvent être reçues en l'état. Il les admet avec réfaction du prix proportionnellement aux imperfections constatées. Cette décision est motivée.
- la Vérification de Service Régulier est rejetée. Ce rejet peut être partiel ou total. Cette décision est motivée.

D. Opérations de vérification du poste 5 – Etudes

La vérification qualitative a pour objet de contrôler que les livrables sont complets et conformes aux prescriptions techniques du CCTP.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative.

Le délai de recette est de 10 jours ouvrés augmentés du nombre de jours ouvrés d'analyse correspondant aux UO Etudes commandées.

E. Opérations de vérification du poste 6 – Formation

Le Shom procédera aux opérations de vérification dans les quinze jours à l'issue des sessions de formation.

A défaut d'une décision contraire, les prestations seront considérées comme admises avec effet à compter de l'expiration du délai de quinze jours.

F. Opérations de vérification du poste 7 – Réversibilité de l'hébergement

Les opérations débutent à la réception complète des éléments nécessaires à la mise en place du nouvel hébergement et consistent en la vérification de la complétude et de la conformité des éléments fournis dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Shom notifie sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction à l'issue de cette vérification.

G. Opérations de vérification du poste 8 – Réversibilité de la maintenance applicative

Dans un premier temps, la vérification porte sur les livrables à fournir avant le démarrage de la période de transfert. Le délai pour ces opérations de vérification est de 10 jours ouvrés à compter de la livraison complète de ces livrables.

Une seconde étape de vérification qualitative intervient à l'issue de la période de transfert. Cette vérification porte sur la synthèse des anomalies, l'extraction des tickets non résolus, le rapport de bilan de l'opération de réversibilité.

Le Shom notifie sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction à l'issue de cette vérification.

9.10 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG TIC à l'article 36, soit 1 an à compter de la date de notification de la décision d'admission.

La garantie prévue au CCAG TIC s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

9.11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités indiquées ci-dessous s'appliquent selon les postes.

Poste 1 – Prise en charge de l'existant :

En cas de retard du fait d'une défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations, une pénalité correspondant à 5 % du montant de l'UO concernée sera appliquée, par semaine (7 jours ouvrés) de retard au-delà de 14 jours de retard.

Le montant de la pénalité est plafonné à 10 % du montant de l'UO.

Poste 2 - Maintenance en condition opérationnelle :

Lors de la vérification de l'état récapitulatif des anomalies sur une année, une pénalité d'indisponibilité correspondant à 5 % du forfait annuel HT est appliquée dans chacun des cas suivants :

→ une anomalie de niveau bloquant résolue dans un délai de 3 jours après le délai contractuel ;

Au-delà la pénalité d'indisponibilité est de 8 % du forfait annuel HT.

→ 10 % des anomalies de niveaux mineur et majeur non résolues dans les délais contractuels.

Les pénalités pour indisponibilité sont plafonnées à 10 % du forfait annuel HT du poste 2.

Poste 3 – Maintenance préventive, adaptative et évolutive**Poste 4 – Evolutions****Poste 5 – Etudes**

En cas de retard du fait d'une défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations, une pénalité correspondant à 3 % du montant du bon de commande concerné sera appliquée par semaine de retard au-delà d'un mois de retard.

La pénalité est plafonnée à 10 % du montant total HT du bon de commande.

Poste 6 – Formation

En cas de retard du fait de la défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de non-respect du programme de la session de formation, une pénalité correspondant à 5 % du montant du bon de commande concerné sera appliquée par semaine de retard.

Poste 7 – Réversibilité pour l'hébergement**Poste 8 – Réversibilité pour la maintenance applicative**

En cas de non-conformité constatée lors de la vérification à l'issue de la période de réversibilité de trois mois, une pénalité d'indisponibilité correspondant à 5 % du bon de commande HT est appliquée.

9.11.2 Pénalités liées aux considérations sociales

Pour toute heure d'insertion non réalisée après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros HT. Toutefois lorsque le titulaire a informé l'acheteur ou le facilitateur de difficultés pour atteindre le total des heures d'insertion initialement prévues, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion pour lesquelles le facilitateur n'est pas parvenu à trouver un moyen pour le titulaire d'y parvenir.

9.11.3 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 41 du CCAG TIC, le Shom se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations dans les cas suivants :

- poste 1 – Prise en charge de l'existant de l'accord-cadre : si le titulaire est dans l'incapacité de maintenir l'applicatif ;

- poste 2 – Maintenance en condition opérationnelle : si le titulaire est dans l'incapacité de mettre fin à l'indisponibilité (anomalie ou incident bloquant) de la plateforme PING.

Le paiement est alors effectué au prorata des prestations exécutées.

L'arrêt des prestations ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix forfaitaires figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;

- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 7 du CCAG-TIC (article 46.2.1 et suivants) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;

- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;

- le suivi contractuel.

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Prix fermes :

Les prix du poste 1 sont fermes et ne font pas l'objet de variation de prix.

Prix révisables :

Les prix des postes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'accord-cadre sont fermes pendant 2 ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre, puis révisables tous les ans, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 \times (I_{CHTrev-TS} / I_{CHTrev-TS0}))]$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire (mois de l'offre finale)

I_{CHTrev-TS0} est la valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Tous salariés - code valeur indice 001565183 » publié par l'INSEE, pour le mois de l'offre finale.

I_{CHTrev-TS} est la dernière valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Tous salariés - code valeur indice 001565183 » publié par l'INSEE à la date de la demande de révision.

Périodicité de révision des prix :

En cas de souhait de révision des prix, le titulaire doit fournir 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, au service des achats du Shom (sg-ach-all@shom.fr) le nouveau bordereau des prix applicable, au format type .xls, incluant le détail du calcul du coefficient de révision. A défaut du respect de ces modalités, les prix sont inchangés.

Un bon de commande émis est ferme et non révisable. Le tarif appliqué est celui du bordereau des prix en vigueur au moment de la notification de celui-ci.

10.3 Avances

- Poste 1 – Prise en charge de l'existant

Une avance de 20 % du montant forfaitaire HT sera versée à la notification de l'accord-cadre.

- Poste 2 – Maintien en condition opérationnelle Et Poste 6 - Formation

Il n'est pas prévu d'avance.

- Postes : 3 – 4 – 5 – 7 - 8

Une avance de 20 % sera versée pour tout bon de commande > à 20 000 € HT.

Modalités de versement de l'avance :

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article 10.4 du CCAP.

10.4 Répartition des paiements

- Poste 1 – Prise en charge de l'existant

Le paiement du solde, avec récupération de l'avance, intervient à l'issue de l'admission des prestations.

- Poste 2 – Maintenance en condition opérationnelle

Le paiement des prestations du poste 2 intervient à terme à échoir par période de 6 mois pour les maintenances annuelles (MCO_A) et à terme à échoir pour une UO mensuelle (MCO_M).

- Postes à bons de commande

Les règlements seront effectués selon la manière ci-dessous :

Postes 3, 4, 5, 6, 7 et 8 si bon de commande < ou = à 20 000 euros HT

Aucun acompte	100 % après admission des prestations
---------------	---------------------------------------

Postes 3, 4 si bon de commande > à 20 000 euros HT	
<i>Notification ordre de mise en marche</i>	80 % avec récupération de l'avance
Fin de VA	10 %
Fin de VSR	10 %

En cas d'exécution supérieure à 3 mois, le titulaire peut prétendre à un acompte tous les 3 mois en fonction de l'avancement constaté de la prestation. Le remboursement de l'avance débutera dès que le montant des acomptes atteindra 60 % du montant du bon de commande.

Poste 5 si montant > à 20 000 euros HT	
<i>Réception des livrables</i>	80 % avec récupération de l'avance
<i>PV de fin des vérifications</i>	20 %

Poste 7 si montant > à 20 000 euros HT	
<i>Réception des livrables</i>	90 % avec récupération de l'avance
<i>PV de fin des vérifications</i>	10 %

Poste 8 si montant > à 20 000 euros HT	
<i>Réception des livrables</i>	90 % avec récupération de l'avance
<i>Admission des prestations</i>	10 %

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur la partie forfaitaire de l'accord-cadre.

Un bon de commande ou la partie forfaitaire peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat

de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

10.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.7 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

10.8 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (FACTURES_FOURNISSEURS) ;
- la référence de l'accord-cadre (25AC07) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations ;
- le prix unitaire ou forfaitaire en € des produits livrés ou des prestations ;
- le montant total H.T en € ;
- le numéro d'engagement juridique.

10.9 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.10 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

10.11 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>.

Article 11 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution de l'accord-cadre (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

11.1 Contexte

PING est une plateforme web sur Internet qui contribue à la numérisation de l'information nautique pour favoriser une large diffusion et l'intégration dans des systèmes utilisateurs. La plateforme est interfacée avec des systèmes particuliers tels que des systèmes de radiocommunication maritime, des systèmes fournisseurs de données. Il s'agit d'un système d'information collaboratif pour recueillir, transmettre, élaborer et diffuser les informations nautiques à titre gratuit.

Ce développement se place dans la double perspective de l'e-navigation promue par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et de la modernisation du Système Mondial de Détresse et de Sécurité en Mer (SMDSM).

Le tiers désigné est :

- la direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA).

11.2 Les résultats

Conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, le titulaire cède ses droits, à titre non exclusif, sur les résultats, au Shom et à ses tiers, dans les conditions suivantes :

- une durée de la cession de : 30 ans ;
- le(s) territoire(s) de la cession : le monde entier.

11.2.1 Les résultats sont :

Poste 1 - Prise en charge de l'existant

- le rapport d'état des lieux incluant un plan de prise en charge ;
- l'applicatif compilé et sa documentation ;
- le dossier de recette et les résultats des tests du déploiement en pré-production ;
- la gestion en configuration outillée, initiée et sa documentation ;
- le processus de maintenance outillé et initié et sa documentation ;
- le PAQ maintenu à jour ;
- le PAS maintenu à jour.

Poste 2 - Maintenance en condition opérationnelle

- les rapports d'analyse des causes et des impacts ;
- les plannings de réalisation des corrections ;
- les composants corrigés accompagnés de la documentation actualisée selon l'impact, le dossier de recette incluant les résultats des tests réalisés par le Titulaire et les plans de tests à mener par le Shom, le dossier d'installation ;
- les rapports de veille mensuels ;
- un rapport sur l'action de support.

Poste 3 – Maintenance préventive, adaptative, évolutive

- la fiche de réalisation des actions ;
- les composants modifiés accompagnés de la documentation actualisée selon l'impact, du dossier de recette, du dossier d'installation.

Poste 4 - Evolutions

- les composants développés dont les codes sources et la paramétrisation des logiciels, la spécification de l'architecture de développement, les chaînes de compilation ;
- la documentation technique actualisée ;
- les dossiers de validation ;
- le dossier d'installation ;
- le dossier d'exploitation ;
- les documents de suivi de la réalisation ;
- la documentation SSI actualisée.

Poste 5 - Etudes

- rapports d'études ;
- maquettes.

Poste 6 - Formation

- supports de formation.

Poste 7 - Réversibilité pour l'hébergement

- les éléments nécessaires à la mise en place de la solution d'hébergement et à l'installation et à l'exploitation par le nouvel hébergeur.

Poste 8 - Réversibilité pour la maintenance applicative

- les composants logiciels dont les codes sources et la paramétrisation des logiciels, la spécification de l'architecture de développement, les chaînes de compilation ;
- les procédures de déploiement ou d'installation de l'application, les recommandations pour les traitements des dysfonctionnements de l'application ;
- l'architecture applicative ;
- l'architecture technique ;
- l'ensemble des outils développés autour de l'application et les modalités et conditions de leur transfert ;
- les environnements mis en œuvre ;
- la description de l'organisation de la documentation de référence ;
- un plan de réversibilité précisant les actions à effectuer, les échéances et les dates butoirs, les processus de décision et les acteurs de la prestation ;
- les procédures de recette et validation de la prestation de réversibilité ;
- la synthèse des anomalies (pour la période d'assistance de trois mois) ;
- l'extraction des tickets traités pendant la période d'assistance de trois mois.

11.2.2 Droits des résultats :

Le titulaire cède les droits des résultats dans les conditions suivantes :

- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- réaliser ou faire réaliser par tout tiers tout développement ainsi que la maintenance corrective, adaptative et évolutive de tout ou partie des résultats à l'échéance de l'accord-cadre ;
- réaliser ou faire réaliser des travaux d'intégration ou d'évolution des résultats avec ou dans d'autres systèmes ;
- archiver les résultats sur tout support ;
- rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit ;
- diffuser les résultats sous une licence libre/open source.

11.3 Les connaissances antérieures

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre.

11.3.1 Connaissances antérieures standards

L'utilisation d'une connaissance antérieure standard suppose l'acceptation de sa licence. Le titulaire doit veiller à n'utiliser dans le cadre de l'accord-cadre que des connaissances antérieures standards compatibles avec les besoins de l'acheteur (par exemple : le nombre d'utilisateurs).

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures standards par l'acheteur, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

11.3.2 Connaissances antérieures du titulaire

Conformément à l'article 45.1 du CCAG-TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées dans les résultats suivent le régime de propriété des résultats (droits, finalités, durée, territoire) sauf en ce qui concerne l'exclusivité des droits.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

11.3.3 Connaissances antérieures du Shom

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures du Shom qu'aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Echanges dématérialisés

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges se font par messagerie électronique et de manière privilégiée selon les modalités suivantes : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française, sauf exception indiquée dans le CCTP.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

12.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti est de **2 000 000 €**.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>*.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du

présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- pour inexactitude des renseignements communiqués, l'accord-cadre sera résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité ;
- après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence ;
- évoqués à l'article 9.11.3 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.8.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.8.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

12.8.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

12.8.5 Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande.

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

12.8.6 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

12.8.7 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2 CCAG TIC) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

12.8.8 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

12.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP concernés	Articles du CCAG dérogés	Commentaire
9.9	29 à 34	Constatation de l'exécution des prestations
9.11.1	14	Pénalités
12.6	51	Résiliation